

Yves Marguerat

Histoire et société urbaine : les années anglaises de Lomé (1914-1920)

Une période méconnue et pourtant décisive*

Fonds Documentaire ORSTOM



010018231

L'histoire sociale des villes, en Afrique comme ailleurs, est un outil essentiel de la compréhension de leur physionomie humaine d'aujourd'hui. Le cas de la capitale du Togo est particulièrement significatif dans ce domaine : toute la dynamique de Lomé ne peut se comprendre que par les singularités de son histoire (Marguerat 1992) et ce, dès son origine. Il s'agit en effet d'une ville créée en 1880 par des commerçants africains pour avoir un lieu d'importation indépendant, leur permettant de contourner les lourdes taxations de la Gold Coast anglaise, ce qui provoqua l'intervention des autorités d'Accra, puis, par contrecoup, l'irruption totalement imprévue de l'Allemagne en juillet 1884 (Marguerat 1993). Cette bourgeoisie côtière a si fortement marqué Lomé de ses pratiques — notamment foncières et architecturales — que celle-ci n'a pas les caractères d'une ville coloniale, mais ceux, très originaux, d'une « ville africaine non-autochtone ».

Bien sûr, d'autres villes de la côte africaine ont aussi connu, au XIX^e siècle et au début du XX^e, d'authentiques bourgeoisies locales. Mais celles-ci ont été, par la suite, plus ou moins complètement laminées par la domination coloniale. Comment celle de Lomé a-t-elle réussi à traverser la colonisation allemande, initialement légère mais ensuite de plus en plus méthodiquement oppressive ? La réponse se trouve dans une période jusqu'ici peu connue de l'histoire du Togo : la Première Guerre mondiale.

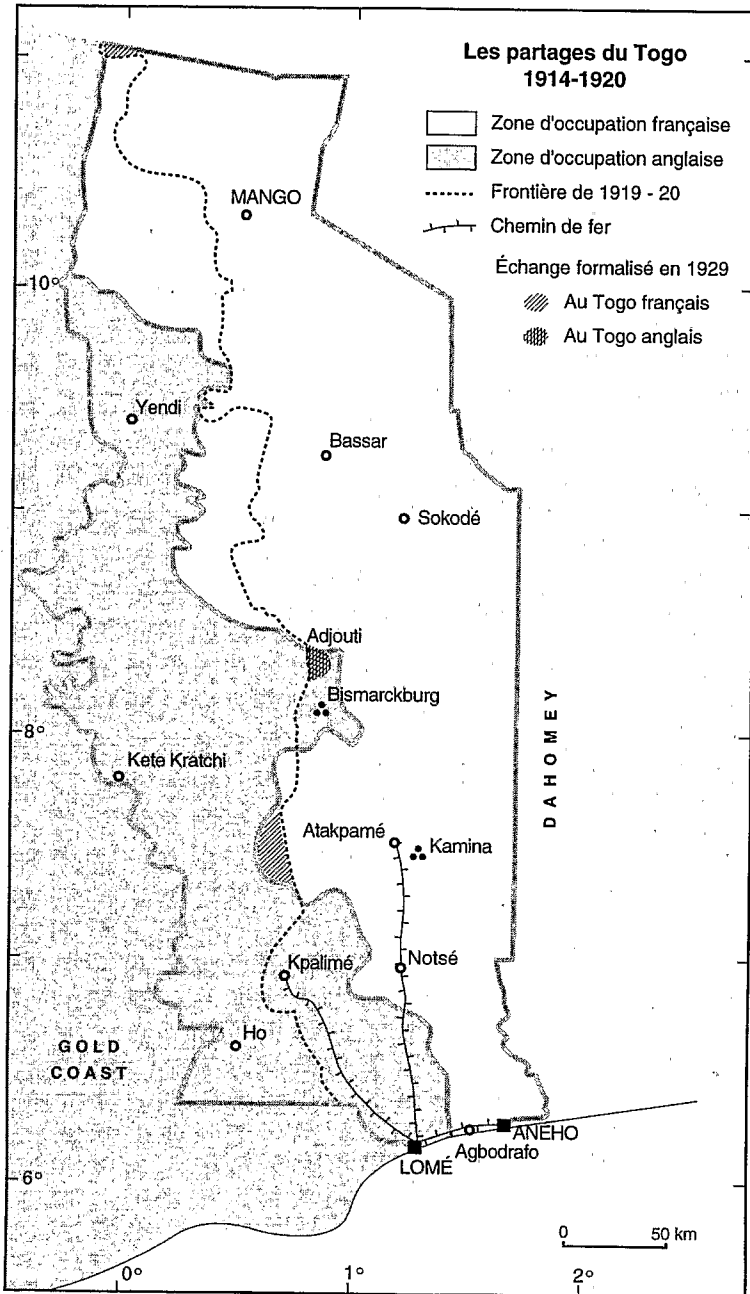
En effet, en 1914, après trente ans de présence, les Allemands paraissaient installés au Togo pour l'éternité. La fin de leur domination, étonnamment rapide, ouvrit la voie à une situation tout à fait différente, qui, six ans plus tard, basculera à nouveau dans une autre direction, non moins imprévisible. Sur cette époque, les documents sont rares, les témoignages

* Une première version de ce texte a été présentée à Lomé, les 3 et 6 mars 1997, au colloque commémorant le « centenaire de Lomé, capitale du Togo ».

presque absents. Pourtant, si l'on s'efforce, à partir des archives, de reconstruire ce qui s'est alors passé, sous une apparence de totale immobilité, on découvre que ces six années anglaises ont durablement marqué la société loméenne.

Quand la guerre éclata en Europe, dans les tous premiers jours d'août 1914 (le 3 entre l'Allemagne et la France, le 4 à minuit entre l'Allemagne et l'Angleterre), le Togo, colonie toute pacifique, n'était que faiblement armé¹. Le 5, le gouverneur par intérim, Hans-Georg von Doering², essaya vainement de négocier la neutralité du territoire. Assaillis de toutes parts, du sud, du nord, de l'est, de l'ouest³, les Allemands ne surent que se replier vers l'intérieur pour gagner du temps — la vraie bataille ne pouvait être livrée (et gagnée) qu'en Europe — et protéger la précieuse station de radio intercontinentale de Kamina⁴, près d'Atakpamé. Le 26 août, après de brefs mais violents combats d'arrière-garde⁵ et le sabotage final de Kamina, ils durent capituler. Les vainqueurs mirent sur pied un partage provisoire du territoire conquis : aux Français le nord et l'est (avec Aného, Atakpamé et Mango), aux Britanniques l'ouest et le sud (avec la vallée de la Volta, Kpalimé et Lomé), ainsi que la gestion du wharf, des chemins de fer et des douanes, dont les bénéfices seraient partagés pour couvrir les frais d'occupation, tous les impôts directs étant suspendus. Cet arrangement, en fait assez bancal⁶, était conçu comme tout à fait temporaire,

1. Il y avait environ 550 hommes de la *Polizeitruppe* (à la fois police et armée), encadrés par 8 officiers allemands et dotés de 4 mitrailleuses, pour tout le territoire (près de 90 000 km²). Furent aussi mobilisés 200 civils allemands et 500 réservistes togolais bien formés. Cela n'était pas une force négligeable et aurait permis une bonne résistance si les autorités du Togo avaient eu la volonté de se défendre, ce qui n'était pas le cas.
2. Au Togo depuis 1895, il a gravi tous les échelons jusqu'au secrétariat général de la Colonie. Il remplace le duc de Mecklembourg, alors en vacances en Europe. C'est un militaire de carrière, avec le grade de major, mais il a, en cette période de crise, un comportement bien peu belliqueux. Voir la critique sévère que fait de son action (ou plutôt de son inaction) P. SEBALD (1988 : 585-605).
3. Mais par des forces qui n'étaient jamais supérieures en nombre à celles que les Allemands, bénéficiant d'une position centrale et de bonnes routes, étaient en mesure de réunir pour repousser toutes les colonnes d'invasion l'une après l'autre.
4. Une merveille technique qui commençait juste à émettre au début d'août 1914 et qui pouvait capter directement l'Allemagne, et aussi communiquer avec les navires allemands présents dans l'Atlantique, ce qui permit de prévenir ceux-ci de la déclaration de la guerre.
5. Agbélouvé, dans la nuit du 15 au 16 août, où deux compagnies allemandes tombèrent dans une embuscade anglaise, Chra (ou Wahala), le 22 août, où la progression des Franco-Anglais fut stoppée devant les tranchées allemandes. Barouds d'honneur, mais qui firent tout de même des dizaines de victimes, dont plusieurs cadres européens.
6. Malgré la bonne volonté des deux parties administrantes, la cogestion du Togo se révélera rapidement si délicate que les Anglais préféreront ne pas renouveler l'expérience une fois le Cameroun allemand conquis en commun, au début de l'année 1916 : ils décideront alors de laisser aux Français une bien plus grande partie de ce territoire que ces derniers ne l'espéraient.



car personne n'imaginait alors que la guerre en Europe pourrait se prolonger plus de quelques mois⁷. Il va pourtant durer six ans, jusqu'au 1^{er} octobre 1920.

Lomé, ville conquise

Dès le 6 août au soir, un officier anglais, le capitaine Barker, se présente à la frontière mitoyenne de Lomé, porteur d'un ultimatum : la Colonie doit capituler dans les vingt-quatre heures ou subir les dangers d'un assaut général. C'est un coup de bluff⁸ qui réussit, car le gouverneur von Doering refuse le combat. Coincée entre la frontière et la mer, la ville de Lomé n'était guère indéfendable et, surtout, les Allemands répugnaient à l'idée de la voir détruite inutilement, puisque, de toute façon, la bataille décisive ne se jouerait pas au Togo. Ils mettent donc à profit le délai pour entasser sur les trains disponibles, en toute hâte, les hommes, les vivres et tout le matériel qu'on pouvait emporter⁹. Mais on ne sabote rien : ni le wharf, ni la poste, ni le télégraphe international¹⁰, ni la station de radio secondaire de Togblékopé¹¹ (à 15 km au nord de la capitale), ni les ateliers des chemins de fer, qui seront bien utiles aux vainqueurs pour remettre en marche le matériel roulant et le maintenir en bon état pendant toute la durée de la guerre.

Lorsque le capitaine Barker revient, le 7 août à 19 heures, il reçoit la reddition de la ville, vidée d'une partie de sa population. Seuls demeurent, parmi les Allemands, le chef de la circonscription, Clausnitzer, les missionnaires et les commerçants non mobilisables. Pendant quelques jours, l'autorité britannique va rester tout à fait symbolique¹².

Le 12 août au matin, les navires chargés des troupes de Gold Coast, embarquées la veille à Accra, apparaissent devant la rade : 550 soldats et 2 000 porteurs débarquent par le wharf, l'arme à la bretelle. Dès 16 heures,

7. Les Allemands, en quittant le Togo, avaient affirmé bien fort : « Nous serons de retour dans trois mois. » C'est l'imprévisible « miracle » (pour les Français) de la bataille de la Marne, début septembre, qui leur a donné tort.
8. Il aurait fallu aux troupes de Gold Coast quinze jours de marche pour arriver en force à la frontière (cf. le rapport de campagne du lieutenant-colonel Bryant, Londres, Public Record Office, ZHC 1, n° 7936).
9. Mais on laisse sur place, entre autres, les 700 000 marks qui étaient dans les coffres de la banque privée de Lomé.
10. Qui ne fonctionnait en liaison directe avec l'Allemagne (via le Liberia) que depuis un an.
11. Ce n'est que le 11 août que les Allemands, s'apercevant de leur erreur, enverront un commando pour la faire sauter, ainsi que le tout proche pont du chemin de fer sur le Zio.
12. Le 8 août, un officier des transmissions anglais arrive pour occuper le service du télégraphe et couper la liaison Monrovia-Lomé-Douala. Le lendemain, deux médecins militaires reprennent en main l'hôpital (où sont restées quatre infirmières allemandes) et le nettoyage de la ville, à l'abandon depuis plusieurs jours.

tout est à terre¹³ : hommes, équipements, véhicules et artillerie. La véritable occupation commence pour Lomé, soumise au bon vouloir de l'ennemi. Le jour même sont proclamées, depuis l'hôtel Kaiserhof¹⁴ transformé en quartier général, les rudes modalités de la loi martiale imposée à la ville.

Consignes par ordre du commandant des troupes de campagne britanniques¹⁵
(Lomé, le 12 août 1914)

Il est porté ici à la connaissance du public de Lomé que :

1. Aucun indigène n'est autorisé à se tenir dans la rue après 19 heures ou avant 5 heures 30, sauf s'il a un laissez-passer ou s'il est gardien de nuit.
 2. Toutes les lumières des indigènes seront éteintes à 20 heures.
 3. Toutes les lumières des Européens seront éteintes à 22 heures, sauf celles des officiels britanniques et de M. Clausnitzer [...].
 4. Aucun Européen, hormis les officiels britanniques et M. Clausnitzer, ne sera autorisé à se tenir dans la rue sans laissez-passer au-delà de 21 heures [...].
 6. Aucun Indigène n'est autorisé à vendre des boissons fortes [...].
 8. Toutes les compagnies commerciales [allemandes] qui n'ont pas d'agent européen à Lomé sont confisquées par les autorités britanniques¹⁶ [...].
 10. Toute personne détenant les clés des magasins appartenant aux firmes mentionnées à l'article 8 doit venir les apporter au commandant de la base dans les six heures qui suivent la publication de ces consignes. Si ce n'est pas fait, les portes pourront être forcées en cas de besoin [...].
 13. Les propriétaires sont tenus pour responsables de la propreté de leurs boutiques et de leurs concessions. Des inspections seront faites par l'officier de santé quand il l'estimera nécessaire.
 14. À l'exception des officiels britanniques, nul n'est autorisé à posséder ou à porter une arme offensive ou défensive d'aucune sorte. Toutes les armes doivent être immédiatement remises au commandant de la base.
 15. Tous les drapeaux devront être enlevés de leur hampe, sauf devant les bâtiments occupés par les officiels britanniques, comme résidence ou comme bureau.
 16. À l'exception des officiels britanniques, nul n'est autorisé à utiliser le télégraphe et le téléphone. Toute personne en possession de télégraphe, téléphone, radio, drapeaux à signaux, lampe ou tout autre moyen de communication quel qu'il soit, doit le remettre entre les mains du directeur des Transmissions de l'armée dans les six heures.
 17. Toute infraction aux ordres ci-dessus sera immédiatement et sévèrement punie.
 18. Toute personne trouvée en train de communiquer avec l'ennemi, ou aidant à le faire, par quelque moyen que ce soit, sera passible, après comparution en cour martiale, d'exécution sommaire.
 19. Toute personne trouvée en train de perturber, ou aidant à perturber, les chemins de fer, télégraphes, téléphones ou tout autre moyen de communication de l'armée britannique sera passible, après comparution en cour martiale, d'exécution sommaire.
-
13. Y compris une trentaine de techniciens anglais pour contrôler les domaines stratégiques.
 14. Le plus bel hôtel de la ville, bien qu'il eût fait faillite deux ans plus tôt. L'hôtel Vogt, plus modeste, est autorisé à rester ouvert.
 15. Accra, Ghana National Archives, adm. 59/5/82 (toutes les traductions sont de l'auteur).
 16. Mesure qui ne sera, en fait, pas appliquée.

20. Les ordres seront donnés en cas de nécessité et seront affichés à l'extérieur des bureaux de la base (ex-Hôtel Kaiserhof), au poste de police (bureaux des lignes Woermann) et à la poste centrale.

Nul ne sera censé ignorer ces consignes [...].

D. Bettington¹⁷
Commandant de la base.

Ainsi sévèrement prise en main, Lomé va servir de base arrière pour la conquête de l'intérieur, dont nul ne sait alors comment elle va se dérouler. Les troupes anglaises préparent leurs mouvements les 12 et 13 août ; l'offensive vers le nord commence le 14. Les navires et les convois militaires se succèdent. Puis les blessés du combat de Chra (une soixantaine) affluent à l'hôpital terminé en toute hâte¹⁸. Après la capitulation, les quelque deux cents Allemands faits prisonniers à Kamina, ramenés en train à Lomé, embarquent fin août sur les navires qui les conduiront en exil. Les nouveaux maîtres se concertent : les gouverneurs, Sir Hugh Clifford et Charles Noufflard, arrivés d'Accra et de Porto-Novo, se réunissent dans le palais de leur malheureux collègue allemand les 29 et 30 août pour décider du sort du Togo.

Après ces journées intenses, le calme revient, et Lomé, très vite, se retrouve aussi paisible qu'à l'accoutumée. Elle doit tout de même subir une occupation militaire véritable. Dans les archives conservées à Accra, nombreuses sont les plaintes enregistrées à la suite d'incidents entre les soldats et la population, et bien plus fréquents, certainement, ont été ceux qui n'ont pas laissé de traces écrites¹⁹. Mais l'oppression banale des civils par la soldatesque n'avait certainement pas été moindre sous les maîtres précédents, ni sans doute sous les suivants.

Commence alors, pour la ville, une période étrange où les notions d'amis et d'ennemis se brouillent rapidement, tandis que Lomé occupée apparaît comme une oasis de paix au milieu des ravages de la guerre qui se poursuit, et des tempêtes diplomatiques qui lui succéderont.

17. Directeur-adjoint de la police de la Gold Coast. Il est secondé, comme *political officer* par le chef du district frontalier de Keta, qui parle allemand et connaît bien les gens de Lomé, ses voisins.

18. L'aile occidentale de l'hôpital Reine-Charlotte, dont la première partie avait été inaugurée en 1909, était en voie d'achèvement fin juillet. Il ne manquait que les aménagements intérieurs.

19. On trouve ainsi mention d'accrochages entre des unités venues de Sierra Leone, installées dans le camp du quartier administratif, et celles nouvellement recrutées en Gold Coast, à l'entraînement dans l'actuel camp de la gendarmerie. Une rixe, en décembre 1917, envoya sept soldats en cour martiale (Accra, GNA, adm. 59/5/56).

Dans l'œil paisible du cyclone

Dès la fin de la période des combats, Lomé a repris son visage habituel. La nouvelle administration, très légère, se glisse sans peine à la place de la précédente : le commandant en chef des forces britanniques au Togo — le major Charles E. Rew, un bon administrateur qui assumait ce poste de juillet 1915 à août 1919 — occupe le palais des gouverneurs allemands, dans le beau mobilier de style « Queen Ann » que s'était fait fabriquer le duc de Mecklembourg²⁰. Le *political officer* prend les bureaux de la circonscription de Lomé. Les soldats logent dans les casernements de leurs prédécesseurs. Les chemins de fer, le wharf, la poste, le téléphone se sont remis à fonctionner. Un corps de police de 55 hommes — tous anciens soldats de la force armée allemande, passés sans problème au service des nouveaux maîtres²¹ — assure désormais la sécurité sous le commandement d'un officier anglais, qui se déclare fort content de ses troupes. La prison, l'hôpital, l'école professionnelle catholique donnent pleine satisfaction au gouverneur de la Gold Coast, qui, en visite d'inspection en août 1916, mentionne que cette dernière édite même un journal composé des dépêches de l'agence de presse britannique Reuter, « dont la correction des épreuves doit certainement représenter une rude pénitence pour l'ecclésiastique allemand à qui cette tâche est confiée »²². Des clubs se créent au sein de la population. Le personnel des firmes britanniques, qui remplacent progressivement les entreprises allemandes, lancent les premières équipes de football. Le gouverneur Clifford peut se flatter de ce que Lomé vit exactement comme « n'importe quelle ville d'une colonie anglaise bien administrée », ce que le Togo occupé est effectivement devenu *de facto*.

Après la peur inévitable des premiers jours, il devient rapidement évident que les Loméens (alors largement anglophones²³, et pour beaucoup

20. Gouverneur de 1912 à 1914, membre de l'une des dynasties régnantes de l'Allemagne du Nord. Aux archives de la France d'Outre-mer, il y a tout un dossier, sur les démarches que celui-ci dut faire, au début des années 1920, pour récupérer ce qu'il considérait comme ses affaires personnelles. Il n'obtint pas grand-chose, hormis quelques tableaux. Son trône d'apparat figure aujourd'hui au musée national d'Accra. Ce mobilier, imité du style anglais du début du XVIII^e siècle, avait été réalisé à l'école professionnelle catholique de Lomé, ce qui témoigne de la haute virtuosité de celle-ci (Aix-en-Provence, CAOM, dossier aff. pol. 606).

21. Les Français en font massivement autant dans leur zone d'occupation, au point que le Togo conquis se retrouve bientôt occupé par... des Togolais.

22. Rapport du gouverneur H. Clifford, qui avait déjà admiré cette école-usine lors de sa visite officielle au Togo en septembre 1913 (Londres, PRO, CO 96/569). Lors de cette nouvelle visite à Lomé, il y rencontre le capitaine Amalric, chef de la zone française, pour régler divers problèmes — en particulier les questions monétaires, difficiles car les trois monnaies circulent concurremment — que les accords d'août 1914 n'avaient pas prévus. Ces rencontres d'août 1914 et août 1916 ont été les seuls « sommets » entre les deux puissances occupantes.

23. Rappelons que ce n'est qu'en 1905 que l'Administration avait demandé aux écoles des missions d'enseigner en allemand et non plus en anglais (comme

très liés à la Gold Coast) ne manifestent aucune animosité à l'encontre des nouveaux maîtres de la ville, bien au contraire. Peter Sebald (1988 : 598) cite même des documents qui parlent de « manifestations de joie » saluant l'arrivée des Britanniques « non comme des envahisseurs, mais comme des libérateurs » ; on peut cependant se méfier de ce genre de témoignages, postérieurs aux faits et trop utiles aux maîtres du moment. En tout cas, la suspension de tous les impôts directs et la reprise rapide des activités commerciales, ainsi que la fin des aspects les plus coercitifs de l'autorité allemande, sont sans doute appréciées à leur juste valeur. Les « indigènes » s'accommodent donc sans mal de la situation nouvelle, qui semble de plus en plus destinée à durer à mesure que le conflit se prolonge en Europe, enlisé dans une interminable guerre de tranchées.

Dans l'attente de l'éventuelle victoire, qui décidera du sort des colonies africaines comme de celui des métropoles, les intérêts immédiats de l'Angleterre sont, d'abord, d'administrer le territoire au moindre coût, en argent (les recettes douanières — alignées sur les tarifs pratiqués en Gold Coast — suffisent effectivement à équilibrer les frais) et surtout en hommes : on garde même, au début, un certain nombre de techniciens allemands²⁴, ce qui permet de ne pas trop dégarnir la Gold Coast²⁵. En particulier, les missions catholiques et protestantes allemandes sont laissées pratiquement libres — hormis l'obligation de prières publiques pour le roi d'Angleterre — de poursuivre, du moins dans les villes et malgré des difficultés financières croissantes, leur œuvre religieuse et surtout scolaire²⁶.

L'autre objectif majeur des Britanniques est de relancer le commerce du Togo, et surtout de le détourner à leur profit. Dès le 14 septembre 1914, un responsable du *Colonial Office* avait noté : « Bien que les firmes de Lomé soient techniquement des firmes étrangères ennemies, je ne vois pas d'objections — mais au contraire beaucoup d'avantages — à ce que nous captions le trafic du Togoland »²⁷. Il fallait là aussi économiser le plus possible les hommes. On laisse donc se rouvrir les compagnies

faisaient les écoles officielles, mais celle de Lomé n'avait ouvert qu'en 1902), ce que faisaient tout juste la moitié d'entre elles en 1914.

24. L'un d'eux, l'entrepreneur en bâtiment Richard Starcke, utile pour les entretiens indispensables, restera même à Lomé, au service de l'administration britannique, jusqu'en 1920, juste avant la remise de la ville aux Français.
25. De fait, à partir de la fin de 1914, les Anglais ne seront jamais plus d'une vingtaine dans leur zone d'occupation, dont 9 cadres pour faire fonctionner le wharf et les chemins de fer (c'est-à-dire trois fois moins qu'à l'époque allemande).
26. On y ajoute quelques cours d'anglais, mais les programmes restent en gros les mêmes. Paradoxalement, la langue allemande y occupe alors une place proportionnellement supérieure à ce qu'elle était avant la guerre du fait de l'abandon des écoles des villages et du regroupement des missionnaires dans les villes.
27. Londres, PRO, CO, 96/548 (note interne au ministère).

commerciales allemandes²⁸, même celles qui avaient été abandonnées pendant le mois d'août 1914 à leurs seuls employés togolais (qui s'en étaient d'ailleurs sortis, en général, d'une façon qui faisait l'admiration des nouvelles autorités). Chaque firme est autorisée à garder un cadre européen, deux pour les plus importantes : la DTG, la Factorerie de Brême, Oloff, Goedelt... Et les affaires reprennent de façon à peu près normale, excepté qu'il n'y a plus guère d'importations²⁹ et que le marché financier est maintenant contrôlé par la *Bank of British West-Africa*, installée officiellement depuis le 16 novembre 1914 dans l'immeuble et dans les affaires de la *Deutsche Westafrikanische Bank*³⁰, que la cohabitation de la livre sterling, du mark allemand et du franc français oblige à des acrobaties de comptabilité, imbroglio monétaire qui restera encore longtemps après la guerre un problème aigu pour les responsables des finances du Togo.

Après la désorganisation initiale, les exportations ont rejoint, dès 1916, les volumes qu'elles avaient en 1913³¹. Si, par la suite, le maïs, le caoutchouc naturel et le coton-graine s'éclipsent, le coton-fibre, le coprah, le cacao dépassent les chiffres antérieurs. L'Angleterre et la Gold Coast en sont évidemment de très loin les principales bénéficiaires, ne serait-ce que parce que les seuls navires qui desservent régulièrement le port de Lomé sont ceux de l'armateur anglais Elder Dempster (dont l'agence occupe maintenant le bâtiment de son ancienne concurrente, la firme Woermann, l'un des plus somptueux de la ville). Pour l'année 1918, la Grande-Bretagne reçoit ainsi 75 % des exportations du Togo — la presque totalité de l'huile de palme et des noix palmistes, les deux tiers du cacao —, et la France 14 % — surtout du coprah, du coton et du sisal — (c'est-à-dire que chacun récupère avant tout les productions de sa zone d'occupation)³² ; la Grande-Bretagne fournit 65 % des importations, la France seulement 1,3 %.

28. En zone française, il ne s'agissait que de succursales : les sièges des firmes allemandes du Togo — une dizaine — étaient pratiquement tous à Lomé, ainsi que les stocks de marchandises.

29. Sauf pour la firme anglaise Swanzy (présente à Lomé depuis 1882, ancêtre de la UAC, jusqu'à nos jours la principale entreprise commerciale du Togo), qui profite de ce quasi-monopole pour faire des bénéfices éhontés, au point que les commerçants togolais doivent la menacer de boycott (SEBALD 1988 : 614).

30. Qui avait précisément été créée dans la précipitation en 1904 (et ouverte en 1905) pour prendre de vitesse le projet de la banque anglaise d'installer une succursale à Lomé. N. ALI (1995 : 1390-1401) note que, sur les 160 clients de la banque en 1914, 102 étaient des Togolais.

31. Rapport du Mandat britannique à la société des Nations, 1920-1921 (Genève, Archives de la SDN, R 20, 1919-27, 1/3099). Les données sur les importations manquent.

32. Le reste partant aux USA (6 % : les Américains font maintenant partie des Alliés de l'Ouest, et ils sont fort riches ; ils achètent le tiers du cacao togolais) et vers l'Afrique de l'Ouest anglaise (5 %). Cette dernière fournit au Togo 20 % de ses importations, les USA 9 %, les Pays-Bas 3 % (SEBALD 1988 : 615).

Sur place, les firmes allemandes ne sont pas les seules à bénéficier de cette prospérité et de la générosité (fort intéressée) des occupants. Les commerçants togolais, que la concurrence allemande était en train de laminer, de réduire aux seules fonctions d'employés à Lomé ou d'acheteurs de produits dans l'intérieur, prospèrent également. Certes, ils n'ont plus les moyens financiers de se lancer dans les grands échanges internationaux, mais ils vont multiplier les petites affaires, avec la bénédiction des autorités britanniques, qui y voient un moyen de soutenir l'activité économique et, en particulier, de développer les exportations dont l'Angleterre en guerre a grand besoin. La direction londonienne de la *Bank of British West Africa* a même rompu pour cela avec sa politique habituelle de ne prêter qu'aux seules firmes européennes, comme elle l'écrit au *Colonial Office* le 31 octobre 1914 : « À propos de Lomé, nous nous proposons d'envoyer lundi le télégramme suivant à notre agent sur place : “[...] Afin de maintenir l'activité commerciale, vous pouvez faire des avances aux indigènes importants en contrepartie de produits expédiés à Liverpool”. Il est assez inhabituel, pour notre banque, de faire des avances aux indigènes, mais je pense que les circonstances le justifient, au moins jusqu'à ce que les firmes européennes puissent reprendre leurs affaires normales »³³.

D'autres aussi savent profiter des circonstances : des Libanais de Gold Coast — ils sont alors sujets de l'empire ottoman, donc théoriquement ennemis, mais de fait tolérés sans problème —, intermédiaires commerciaux très dynamiques et très attentifs à toutes les opportunités du marché, viennent rejoindre la toute petite communauté qui était apparue à Lomé avec le siècle³⁴.

En somme, paradoxalement, ces années de guerre signifient pour Lomé une prospérité inattendue, d'autant plus que les années 1912-1913 avaient été, du fait d'une dure sécheresse, marquées par un recul sensible des affaires et de la croissance de la ville. Certes, le conflit — et en particulier les destructions massives opérées par les sous-marins allemands — limite considérablement le nombre des bateaux disponibles. Les exportations, prioritaires, n'en souffrent pas trop, mais les importations sont très insuffisantes³⁵. En définitive, les Loméens font de bonnes affaires, et ils ne peuvent que s'en féliciter, comme en témoignent de nombreux documents :

33. Londres, PRO, CO 96/549.

34. Voir le dialogue avec N. Kalife, dont le grand-père maternel, Michel Nassar, l'un des commerçants libanais les plus connus de Lomé, est précisément venu de Keta en 1916 (MARGUERAT & PÉLÉI 1996 : 65-84).

35. Un dossier des archives d'Accra raconte ainsi comment la farine de blé vint à manquer à Lomé en 1918. Les autorités britanniques durent donc en limiter strictement les destinataires et en exclurent les Libanais, qui en sont pourtant gros consommateurs. Ceux-ci manifestèrent leur mécontentement et il fallut menacer de les traiter effectivement en ressortissants ennemis pour les faire taire — sans passer aux actes, car on se méfiait de leur influence sur la population africaine, dont ils ont toujours été très proches (GNA, adm. 39/5/13).

Rapport annuel du district de Lomé pour 1916³⁶

L'année écoulée a été marquée par un progrès rapide du commerce local, en dépit d'une forte hausse des prix et de pénuries de marchandises européennes dans certains magasins de l'intérieur. [...] Les Indigènes n'éprouvent aucune peine à écouler leurs produits.

On a déjà signalé le fort accroissement du nombre des commerçants indigènes, grâce à la suppression des nombreux obstacles placés sur leur chemin par l'administration allemande. Le moindre de ces obstacles n'était pas les lourdes patentes commerciales qui leur étaient imposées. [...] Ces négociants, à leur échelle, raniment l'économie et maintiennent l'activité des marchés. Je pense qu'on doit leur donner tous les encouragements possibles [...].

Il faut noter que le commerce, d'un point de vue global, a été peu affecté par la guerre. Le marché est actif et les produits agricoles obtiennent de bons prix. Bien qu'on puisse trouver, ici ou là, des rouspéteurs, il est probable que beaucoup d'indigènes jouissent maintenant d'une prospérité inaccoutumée.

Un signe irréfutable de cette renaissance est que les licences de vente d'alcool accordées aux commerçants de Lomé rapportent 315 £ en 1915, 445 £ en 1916, 817 £ en 1917. Il ne faut cependant pas exagérer l'envergure de ce commerce autochtone, que la pression de la concurrence allemande, depuis trente ans, a laissé exsangue.

Rapport annuel du district de Lomé pour 1917³⁷

Un certain nombre des commerçants indigènes, en particulier ceux qui ont créé leur affaire sur la côte, espéraient pouvoir monter une activité d'import-export qui les rendrait indépendants des firmes européennes de la place. Peu d'entre eux, cependant, ont pu réaliser cette ambition. Le manque de capital et donc la nécessité d'une rotation rapide des stocks, les difficultés à nouer des relations commerciales avec les exportateurs du Royaume-Uni, ainsi que les coûts prohibitifs du trafic maritime (quand, par chance, il est possible de trouver un affrètement) ont provoqué leur échec, et les ont presque tous conduits à limiter leurs entreprises aux échanges avec les autres colonies d'Afrique de l'Ouest, surtout la Gold Coast et le Nigeria.

La bourgeoisie loméenne, au sortir de l'époque allemande, n'est plus capable de concurrencer les firmes européennes, de plus en plus capitalistiques, dans le domaine du commerce de gros. Mais elle a encore de beaux restes, qui en font un partenaire que les Anglais ont tout intérêt à se ménager, d'autant plus que, à mesure que la guerre s'éternise et devient presque totale, le retour au *statu quo ante* paraît de plus en plus impossible.

L'éviction progressive des Allemands

À la fin de 1915, les stocks de marchandises des firmes allemandes du Togo sont à peu près épuisés. Le maintien de celles-ci ne présente plus d'intérêt pour les Alliés, qui décident l'expulsion et l'internement en

36. Londres, PRO, CO 96/581, pp. 24-25.

37. Accra, GNA, adm. 59/5/2, p. 62.

Europe de tous les Allemands qui travaillaient encore dans le secteur privé. À Lomé, ils étaient encore dix-huit — avec huit épouses et deux enfants —, dont un à la banque (bien que devenue anglaise), un à l'hôtel Vogt et un à la savonnerie. Les autorités britanniques d'Accra et de Lomé, que la situation antérieure satisfaisait pleinement, ne se bousculèrent cependant pas pour obéir. L'ordre de fermeture des firmes allemandes, donné le 17 janvier 1916, dut être réitéré le 6 mars, pour exécution définitive avant le 31 mars³⁸.

Naturellement, ce sont surtout les grandes compagnies de Gold Coast, efficacement épaulées par les monopoles de la banque anglaise et de l'armateur Elder Dempster, qui occupent les lieux, récupérant les employés togolais, les filières de commercialisation (en particulier féminines) et les locaux des factoreries séquestrées, qui leur sont désormais loués par les autorités d'occupation³⁹. La John-Holt occupa le bel immeuble construit en 1910 par la firme Boedecker & Meyer, Millers celui de la DTG, Crombie Steedmann l'édifice de la Bremer Faktorei, GB-Ollivant celui de la Goedelt, etc., tandis que W. R. Spencer, d'Accra, reprend l'hôtel-restaurant Vogt. Les firmes françaises, qui manquent cruellement de capitaux et encore plus de personnel, arrivent à peine à remplacer les compagnies allemandes dans leur propre zone d'occupation, à Aného et à Atakpamé. Seule la SCOA⁴⁰ a pu venir rapidement s'installer à Lomé. Elle prend la place de Kulenkampff, à côté du grand-marché, position sans doute favorable, mais bien sûr moins prestigieuse que les magnifiques constructions de la (future) rue du Commerce⁴¹.

Au début de 1917, il restait encore, dans la zone soumise à l'occupation britannique, 81 missionnaires allemands, dont, à Lomé, onze prêtres, douze frères et quatorze sœurs catholiques, deux pasteurs (avec leur épouse) et une diaconesse de la Mission évangélique de Brême. Ils menaient jusqu'ici leurs activités de façon presque normale, alors que les missions avaient rapidement été plus ou moins fermées dans la zone française. Si, à Lomé, le major Rew n'est guère enthousiaste de cette continuité allemande, qui, selon lui, est par sa seule présence une incitation à la fidélité envers l'ancienne métropole, le gouverneur Clifford, à Accra, s'en accommode fort bien et affirme dans tous ses rapports à Londres n'avoir rien à leur reprocher, ni rien à en redouter, et qu'il ne pourrait les remplacer dans leur indispensable « œuvre civilisatrice ». Mais, en Europe, avec l'exa-

38. En zone française, tout avait été réglé dès le 4 février.

39. Ce qui durera jusqu'à leur mise en vente aux enchères, en 1924 (le produit de cette vente entrera dans les réparations financières dues par l'Allemagne vaincue).

40. En fait société franco-suisse.

41. Il faudra attendre la fin de la guerre pour que d'autres firmes françaises, comme la CICA, arrivent à Lomé en 1919-1920, et encore au moins dix ans pour qu'elles concurrencent vraiment les compagnies britanniques, qui ont durablement marqué la citadinité loméenne.

cerbation de la guerre totale de plus en plus fanatiquement haineuse, pareille mansuétude envers des ressortissants ennemis n'est plus de mise.

C'est de Paris que viennent, en mars-avril 1917, les pressions les plus fortes pour l'expulsion des derniers vestiges de la présence ennemie dans un territoire dont on ne doute pas un instant qu'on le gardera définitivement, même si la victoire — dont on est absolument certain — paraît encore bien lointaine. Londres s'incline en août-septembre et donne l'ordre d'une déportation générale. Clifford ne peut obtenir qu'un sursis pour les missionnaires âgés, c'est-à-dire les non mobilisables : une dizaine de prêtres et de frères de plus de 45 ans et les religieuses.

Le 11 octobre vers midi, le Père Anton Witte, qui assure la direction par intérim de la Société du Verbe divin au Togo⁴², est convoqué chez le commandant anglais, pour s'y entendre signifier l'ordre d'expulsion dans les deux heures. « La terrible nouvelle se répandit en quelques instants. La population accourut à la Mission pour voir une dernière fois les missionnaires; leur serrer la main et recevoir une ultime bénédiction. Les dernières minutes se passèrent à l'église. Les cloches avaient appelé tout le monde pour les adieux. Tous les chrétiens accompagnèrent les missionnaires jusqu'au wharf en chantant et en pleurant », raconte avec émotion Karl Müller (1968 : 95).

Tous les Togolais, cependant, ne partagent pas cette affliction. L'anonyme « Indigène d'Aného »⁴³ écrit ainsi dans le *Gold Coast Leader* du 19 janvier 1918 : « Les missionnaires partageaient l'opinion de l'administration allemande selon laquelle l'Homme noir est d'une nature inférieure. Il n'y a aucun doute que, avec cette idée fautive, ils se sont faits nos ennemis, et que le plus grand nombre de ceux qui se sont réunis à leur départ voyaient en eux, malgré leurs beaux bâtiments et leurs ateliers, de vrais Satans, qui ont contribué à opprimer le peuple. » Au-delà de ces témoignages contradictoires, il nous est bien difficile, quatre-vingts ans après, de savoir ce que pensait vraiment la masse des Loméens.

Dans les semaines suivantes (26 octobre, 4, 15 et 25 décembre 1917), arrive le tour de la plupart des autres missionnaires, en particulier ceux des stations de l'intérieur, par petits groupes. Finalement, les 9 et 10 janvier 1918, les derniers religieux allemands, cinq pères (dont le RP Witte, qui n'a même pas été autorisé à faire une « passation de service » avec son successeur⁴⁴), un frère (Norbertus, le tout dernier des cinq mission-

42. Mgr Wolf, le vicaire apostolique du Togo, était retourné en Europe en mai 1914 pour y recevoir la consécration épiscopale ; il s'y était trouvé coincé par la guerre.

43. Pseudonyme d'un notable d'Aného (vraisemblablement un membre de la famille Gaba) qui écrit fréquemment dans la presse de Gold Coast des articles violemment anti-allemands (SEBALD 1988 : 617).

44. C'est une commission de laïcs togolais qui reçoit la charge de l'intérim matériel de la Mission.

naires arrivés en 1892) et onze religieuses, sont embarqués à leur tour pour les îles Britanniques⁴⁵.

La Mission de Brême, par chance, peut garder un Européen, le pasteur Bürgi, citoyen suisse, donc neutre. Elle a surtout, en deux tiers de siècle de présence dans la région, formé une douzaine de pasteurs éwé⁴⁶. L'Église évangélique du Togo peut donc continuer à vivre, en devenant *de facto* indépendante. Le pasteur Andreas Aku⁴⁷ prend la charge du temple de Lomé, son jeune confrère, Robert Baéta, celui des écoles protestantes, qui continuent à fonctionner médiocrement car elles ne peuvent payer les maîtres. L'Église catholique du Togo, elle, est décapitée, sans relève africaine possible. L'évêque de Cape Coast, Mgr Hummel⁴⁸, reçoit de Rome la juridiction apostolique pour le territoire, et y délègue les effectifs qu'il peut. Les 16 et 18 janvier, arrivent à Lomé quatre prêtres de la Société des Missions africaines (des Alsaciens⁴⁹, donc germanophones, ayant choisi la France, résidant en Gold Coast, donc anglophones), puis, le 4 mars, trois religieuses de la congrégation de Notre-Dame-des-Apôtres (deux Irlandaises, qui repartiront en Gold Coast dès 1920, et une Française⁵⁰, qui restera). C'était bien peu pour remplacer une soixantaine de missionnaires allemands. Mais, dès le 28 janvier, l'école catholique de Lomé peut rouvrir ses portes, fermées depuis le 23 décembre, sous la férule du Père Riebstein⁵¹, qui racontera cinquante ans plus tard ses souvenirs des débuts héroïques :

Récit du R. P. Émile Riebstein (1968)⁵²

Le lendemain de notre arrivée (le 16 janvier 1918), nous fûmes présentés au gouverneur anglais. Le fonctionnaire chargé de l'enseignement me dit alors : « Père, je veux que les écoles allemandes de la Mission deviennent anglaises. Débrouillez-vous ! ». À Lomé, il y avait alors 600 élèves, avec 16 moniteurs. On leur adjoignit un maître d'école de Gold Coast. Je me suis donc mis à l'œuvre. La sortie de l'école ayant lieu à 16 heures, je prenais les moniteurs de 16 à 18 heures pour leur enseigner les leçons qu'ils devaient donner à leurs élèves le lendemain. Deux

45. En particulier l'île de Man, au centre de la mer d'Irlande. La plupart seront rapidement rapatriés en Allemagne grâce à des échanges de prisonniers par le truchement de la Suisse.
46. Dont cinq ont reçu leur ordination pendant la guerre.
47. (1863-1931). Haute figure de l'histoire du Togo, il a été un interlocuteur très estimé de toutes les autorités coloniales successives. Son fils, Martin Akou, sera médecin, et le premier député du Togo à l'Assemblée nationale française (1946-1951). Le pasteur Baéta sera lui aussi un membre important du Conseil des notables, à l'époque du mandat français.
48. Alsacien, de la société des Missions africaines de Lyon, évêque de la Gold Coast depuis 1902.
49. Une tradition qui va durer. On sait l'importance des Alsaciens de la Société des Missions africaines dans la suite de l'histoire religieuse du Togo, jusqu'à nos jours.
50. Mère Matthias, morte à la tâche au Togo 33 ans plus tard.
51. Il restera très longtemps au service de l'Église du Togo (jusqu'en 1947), dont il deviendra une figure marquante, notamment comme intérimaire du vicariat apostolique à la mort de Mgr Cessou en 1945.
52. Hommage au RP Riebstein, Lomé, École professionnelle catholique, 1974, p. 20.

autres instituteurs de Gold Coast furent envoyés à Lomé un peu plus tard pour les hautes classes, si bien que, à la fin de l'année scolaire, nous reçûmes les félicitations du gouvernement anglais et une subvention de 300 livres sterling, somme qui fut doublée l'année suivante.

Le nombre d'élèves va remonter : 928 en 1918, 1 104 en 1919, 1 228 en 1920... Le Père Riebstein devra alors assurer une nouvelle transition, celle de l'arrivée des Français à Lomé, dont il s'acquittera aussi bien⁵³.

Ainsi, après quelques années où l'enseignement en allemand avait paradoxalement été proportionnellement plus intensif qu'avant la guerre, c'est désormais la référence culturelle anglaise qui revient en force. Elle était ancienne à Lomé, mais elle est naturellement puissamment relancée par ces années d'occupation britannique, puis par la présence massive, jusqu'aux années 1930, des compagnies commerciales anglaises⁵⁴. Elle restera pendant toute l'époque française un concurrent direct au modèle assimilationniste que chercheront à imposer les nouveaux maîtres, avec un succès pour le moins inégal.

Une « opération séduction »

Comment les Loméens avaient-ils accueilli les nouveaux venus au moment de la conquête, comment s'y étaient-ils adaptés par la suite ? Il est bien difficile d'être affirmatif, car nos sources d'information sont essentiellement anglaises, ou sous contrôle anglais. Aucun document d'époque ne nous retrace avec certitude l'opinion profonde des Loméens dans ces années de grands bouleversements.

Toujours est-il que, dès le début, les rapports des occupants britanniques insistent sur le bon accueil que leur ont fait les indigènes. Ceux-

53. Bien que cela déborde de notre période, il est instructif de reproduire la suite du récit d'Émile Riebstein : « Dès que les Anglais eurent quitté Lomé, le directeur de l'enseignement vint me faire une visite rapide à l'école de la Mission et donner ses instructions : "Mon Père, me dit-il, votre école anglaise doit devenir une école française. Débrouillez-vous !" Je lui objectais : "Ce serait une fausse manœuvre, mal vue de la population, que de supprimer brutalement l'enseignement de l'anglais. Laissez-nous continuer avec les hautes classes. Les petits se mettront de suite au français". Cette suggestion fut jugée raisonnable, et l'école continua pour un temps, mi-anglaise et mi-française. [...] En 1923, l'anglais fut brutalement supprimé, et les hautes classes se vidèrent complètement, les élèves s'étant fait inscrire dans les écoles anglaises de la Gold Coast toute proche. » C'est là une habitude qui va se maintenir : longtemps encore les bonnes familles de Lomé enverront leurs enfants finir leur scolarité en Gold Coast (voire en Grande-Bretagne).

54. Il est vraisemblable que c'est dans ces années de la guerre, ou peu après, que s'est implantée à Lomé la franc-maçonnerie, qui présente au Togo une extraordinaire diversité de rites — y compris des variantes écossaises ou irlandaises... Le sujet est mal connu, malgré son importance dans l'histoire sociale et politique de la ville.

ci, naturellement — et quelle que puisse être la crainte d'un retour et d'une vengeance des Allemands —, ne pouvaient guère se permettre de faire grise mine aux puissants du jour⁵⁵. Pourtant, il paraît vraisemblable que cette anglophilie était sincère, car elle reposait sur des bases tout à fait objectives. On l'a dit, le commerce est florissant, et les nouvelles autorités ont suspendu tous les impôts directs et toutes les patentes pour l'import-export. Par ailleurs, la justice est désormais rendue en public et selon des codes écrits, alors que les procédures allemandes, rendues à huis clos, avaient paru d'un arbitraire inacceptable (ces griefs contre la justice allemande avaient été une revendication vivement exprimée par les Togolais avant la guerre⁵⁶). Les coups de fouet et l'enchaînement des prisonniers ont été supprimés⁵⁷. Selon la tradition britannique de l'*indirect rule* et d'intervention aussi légère que possible, on laisse aux structures politiques locales la plus large autonomie de fonctionnement, et d'ailleurs les fonctionnaires anglais, très peu nombreux, cherchent le moins possible à intervenir dans la vie des gens. Tous les problèmes un peu délicats (notamment les questions de chefferie⁵⁸) sont renvoyés automatiquement à la fin du conflit, quand le sort futur du Togo sera enfin décidé. Et surtout, on vient de le voir, les affaires sont bien plus faciles et bien plus profitables que sous la domination allemande.

La présence anglaise a objectivement de quoi se faire apprécier : prospérité, beaucoup moins d'impôts, une justice satisfaisante et une nette libération par rapport au paternalisme sévère des prédécesseurs. Ses responsables peuvent avec raison s'en féliciter. La tranquillité est assurée dans l'immédiat, et l'avenir se présente sous les meilleurs auspices, au moment où, à la mi-1918, la victoire des Alliés se dessine enfin.

Dans les tout derniers temps de la guerre, en 1918, et surtout au cours de l'année 1919, il ne s'agit plus seulement, pour les autorités britanniques d'Accra et de Lomé, de gérer leur zone d'occupation au moindre coût et avec le minimum de problèmes. L'objectif, maintenant, est de tout faire pour parvenir à garder le Territoire, ou tout au moins le « Togo utile », c'est-à-dire Lomé et l'espace drainé par les trois voies ferrées (on veut bien abandonner aux Français le nord, difficile d'accès et pratiquement pas mis en valeur). En effet, le bruit commence à circuler que, dans le cadre d'un vaste marchandage planétaire entre les puissances victorieuses,

55. Il existait cependant au grand jour une sorte de « club » des anciens fonctionnaires germanophones, désormais évincés de leurs responsabilités, et qui se réunissaient pour afficher publiquement leur nostalgie de l'ordre ancien.

56. Voir les pétitions des notables de Lomé de 1909 et de 1913 (MARGUERAT 1995).

57. « Ce changement de procédure — il est intéressant de le noter — n'a provoqué aucune recrudescence de la criminalité », remarque avec satisfaction le gouverneur Clifford dans son rapport d'août 1916.

58. Le chef Adjallé d'Amoutivé fut ainsi dénoncé par certains de ses administrés comme trop pro-allemand, mais les Anglais, qui étaient contents de ses services, refusèrent de le limoger.

Londres pourrait abandonner l'essentiel du Togo à la France. Pour l'empêcher, il faut tenter de forcer la main aux négociateurs, et pour cela recueillir le plus possible de témoignages prouvant que les indigènes sont favorables au maintien de l'autorité britannique.

Ces déclarations d'attachement aux Anglais étaient-elles vraiment sincères ? Certes, on l'a dit, les Togolais pouvaient croire dangereux pour eux d'exprimer une opinion désagréable aux puissants du moment, mais, en sachant ce qui s'était passé en zone anglaise depuis 1914, il est légitime de penser qu'une bonne partie de la population de Lomé n'avait guère envie, alors, de voir revenir les anciens maîtres. Les témoignages cités ici, issus de deux des personnages les plus représentatifs de la bourgeoisie loméenne, alignent des arguments qui paraissent tout à fait objectifs et convaincants :

Rapport confidentiel du secrétaire aux affaires indigènes, 17 avril 1918⁵⁹

Déclaration d'Augustino de Souza⁶⁰
(Lomé, le 20 mars 1918)

Je suis natif du Togo, depuis 25 ans à Lomé. Aujourd'hui, je suis commerçant. Avant la guerre, j'étais employé (*clerk*) dans une firme commerciale. Je n'aimais pas les Allemands, mais ils étaient là, et ils nous dominaient. Nous préférons être sous l'autorité anglaise. Les Allemands ne nous donnaient pas, à nous les indigènes, de vrais droits. Quand vous aviez un litige avec un Blanc (fonctionnaire ou commerçant), vous aviez toujours tort, et lui toujours raison. [...] Nous n'avions pas la liberté du commerce, [...] comme à Lagos ou en Gold Coast. [...] Quand on essayait de faire des affaires, ils nous rabaissaient toujours. Il y avait une licence de 20 £ pour les exportations, 20 £ pour les importations : 40 £ par an ! Et, quelquefois, on nous empêchait de faire des importations directes. J'aimais mieux être employé que de faire mes propres affaires, parce que je n'aurais pas pu supporter les frais [...].

Ils aidaient le commerce européen, pas le commerce indigène. Supposez qu'un homme veuille monter sa boutique, avec, disons, 2 000 ou 3 000 marks⁶¹, il va dans une compagnie et achète des marchandises à crédit. Il réussit, et on voit que c'est un bon commerçant. Ils n'aiment pas ça, et bientôt la compagnie dit qu'elle veut clore son compte à la fin du mois. On ne lui donne pas de délais pour payer ; on l'envoie au tribunal, et on le saisit. C'est ce qui m'est arrivé. C'est arrivé souvent à Lomé, et aussi dans ma propre famille [...].

J'ai commencé mes affaires pendant la guerre. Je peux maintenant exporter mes marchandises et en commander à Liverpool, comme toutes les autres firmes. Je fais partir du maïs et des palmistes à Liverpool par la Elder Dempster. J'ai fait de très bonnes affaires l'an dernier, et je préfère rester sous l'autorité anglaise, même après la guerre. [...] Il y a peut-être un petit nombre de gens, à Lomé, qui

59. Accra, GNA, Adm. 11/1621.

60. (1871-1960). Il deviendra à la fin de la période française l'homme le plus riche et le plus emblématique de la ville et aussi le président du CUT, le parti nationaliste qui milite ardemment pour l'indépendance (qu'il ne verra pas : il est mort deux jours avant).

61. Avant la guerre, 1 £ = 20 marks (ou 25 francs). Il s'agit d'une assez forte somme, que beaucoup de commerçants loméens ne gagnent pas en une année.

aimeraient que les Allemands reviennent. Ce sont des jeunes, qui ont été éduqués en allemand, des employés de l'administration, qui sont maintenant sans travail. [...] Vous pouvez trouver quelqu'un qui vous dira qu'il veut rester sous les Allemands ; c'est parce qu'il a peur, si les Anglais s'en vont, d'être puni par les Allemands : emprisonné ou peut-être pendu.

Je suis catholique. Les missionnaires sont aimés par les indigènes. Mes enfants ont été élevés par eux. Ils sont différents des autorités ; mais quelquefois, ils marchent avec les autorités, et alors nous ne les aimons pas.

Déclaration d'Octaviano Olympio⁶²
(Lomé, le 21 mars 1918)

Le désir des gens, c'est qu'ils veulent garder les autorités anglaises au Togo. La première raison est que maintenant les gens ont la liberté du commerce et pas de taxes. [...] Auparavant, il y avait les patentes, qui étaient très chères : 40 £ par an ; les gens ne pouvaient pas payer ça. Les indigènes ne pouvaient pas être aidés par la banque, en échange de créances, comme en Gold Coast. La banque allemande aurait voulu, mais les commerçants allemands se sont arrangés pour dire à la banque que, si elle le faisait, ils ne feraient plus d'affaires avec elle. [...] Depuis le début de la guerre, beaucoup d'indigènes ont monté leurs affaires avec la banque [anglaise].

Tout le monde à Lomé veut que les Anglais restent. Il y a peut-être quelques types, de familles peu importantes, qui ont été élevés à l'école allemande, qui voudraient voir les Allemands revenir, mais ils ne sont pas nombreux [...].

J'étais ici quand Lomé était un port libre. On l'appelait « Be-Beach », et il n'y avait pas de ville, quand je suis venu⁶³. J'ai ouvert l'agence Swanzy et j'ai été son représentant pendant onze ans. J'étais là quand les Allemands sont arrivés. Au début, ils n'avaient pas beaucoup de pouvoir, mais, depuis 17 ans, ils en ont beaucoup. Ils ne traitaient pas bien les gens. Dans les disputes avec les Européens, ceux-ci devaient toujours l'emporter. Les indigènes n'aiment pas ça. Avant qu'ils ne s'en aillent, il y avait beaucoup de plaintes chez les indigènes. Les indigènes se sont réunis et ont présenté une pétition au Dr Soli⁶⁴. Il a promis de faire quelque chose, mais nous n'avons rien vu venir. Nous voulions la liberté du commerce, l'organisation de nos droits, des tribunaux publics, la suppression de la chaîne et des bastonnades pour les prisonniers [...].

Si les Allemands reviennent, beaucoup d'entre nous devront partir. Tous ceux qui viennent de Keta — et ils sont nombreux, ici, dans le commerce — devront aller se réfugier en Gold Coast et perdre leurs propriétés. Les Allemands ont dit qu'ils reviendraient dans les six mois, et qu'ils puniraient ceux qui auront aidé les Anglais ou les Français. [...] Les prisonniers allemands et les missionnaires ont dit : « Nous devons gagner ; nous reviendrons ». Les gens ont donc peur de

62. (1859-1940). Arrivé à Lomé comme agent de la firme anglaise Swanzy dès 1882, il s'est enrichi considérablement par ses diverses entreprises (en particulier ses cocoterias et sa briqueterie) : en 1914, il a un revenu annuel supérieur à celui de tous les fonctionnaires allemands du Togo, hormis le gouverneur. Archétype de la bourgeoisie côtière togolaise, il est, avec le pasteur Aku, l'interlocuteur obligé de toutes les administrations coloniales successives. Son fils Pedro sera le premier médecin togolais, son neveu Sylvanus le premier président de la République du Togo.

63. En décembre 1882.

64. Ministre des Colonies du Reich, en visite officielle au Togo en octobre 1913. La pétition avait été rédigée chez O. Olympio, et il en avait été le premier signataire (MARGUERAT 1995).

s'exprimer ouvertement, parce qu'ils seront punis si les Allemands reviennent. S'ils savent que les Anglais vont rester, ils diront que c'est bien. Si l'on demande aux gens de payer une compensation aux Allemands, tout le pays le fera [...].

Si vous réunissez les gens de Lomé demain, et si vous leur racontez ce que j'ai dit, ils diront que ce qu'Olympio a dit, c'est vrai.

*

Une opinion, en tout cas, fait l'unanimité : personne à Lomé ne veut des Français. La menace d'une cession à la France, qui se précise avec la fin des hostilités, fait se multiplier télégrammes et pétitions à Londres, dès février-mars 1919, tant de la part des autorités anglaises de Gold Coast que des notables africains de Lomé.

Télégramme du gouverneur de la Gold Coast au Colonial Office⁶⁵
(3 février 1919)

Tout transfert à la France serait perçu sur place comme un manquement à notre parole, qui ruinerait notre prestige en Afrique occidentale, car les indigènes préféreraient même l'Allemagne à la France.

Idem (1^{er} avril 1919)

Une pétition est en cours parmi les chefs et les indigènes de la zone britannique demandant à rester sous le Gouvernement de Sa Majesté. Ils ne l'ont pas fait jusqu'à présent par peur d'être rendus aux Allemands ou de représailles françaises s'il est décidé de céder le Togoland à la France. Maintenant, ils sentent que leur position est désespérée et qu'ils doivent tout tenter [...].

La catastrophe tant redoutée à Accra et à Lomé finit tout de même par arriver : selon les décisions du Conseil suprême interallié, l'accord franco-anglais, signé à Londres le 10 juillet 1919, attribue à la France la plus grande partie du Togo, avec Lomé et les trois voies ferrées, sous une forme juridique nouvelle, un « mandat » de la naissante Société des Nations⁶⁶.

Le « Comité représentatif des Togolais »⁶⁷, présidé par Octaviano Olympio, tente alors désespérément d'arrêter l'inéluctable en bombardant de pétitions le gouvernement anglais, les autorités de Gold Coast et de la toute jeune SDN⁶⁸, pour protester contre cette attribution « contraire au

65. Londres, PRO, CO 96/597 et 599.

66. Qui ne sera établie juridiquement qu'*a posteriori*, en 1922. La Société des Nations, dans toute cette affaire des mandats, a été entièrement mise devant le fait accompli par les Alliés, et n'a pu qu'entériner leurs décisions, où les vœux des populations concernées n'ont pas pesé le moins du monde.

67. « Committee on behalf of Togoland Natives ».

68. Ont été conservées aux archives de la SDN, à Genève, des pétitions du 12 septembre 1919, 12 décembre 1919, 7 janvier 1920, 17 février 1920, 18 mai 1920... Toutes n'y figurent sans doute pas.

droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »... On n'en citera qu'une ici, particulièrement représentative par les arguments avancés :

Télégramme du Comité représentatif des Togolais à un journal anglais⁶⁹
(12 septembre 1919)

Suis chargé par Comité représentatif des Togolais de vous informer que n'avons reçu aucune réponse aux nombreuses pétitions envoyées par Chefs et habitants à sa Majesté et au Secrétaire d'État depuis cinq mois, demandant à rester sous administration britannique. Stop.

Rumeurs et dépêches télégraphiques annonçant possible transfert Colonie à autre puissance mandataire ont rempli habitants d'inquiétudes. Devant si grande anxiété, avons hier envoyé autre câble au Secrétaire d'État. Revendications des habitants [...] sont :

Tout transfert de notre Colonie à Puissance étrangère serait contraire à promesse du Premier ministre, et complètement opposé aux principes pour lesquels — avons-nous appris — les Alliés ont combattu. Pendant la guerre, quand délégué spécial a été envoyé pour recueillir opinion des habitants, Grande-Bretagne a été choisie unanimement. Stop.

Togoland et Sud-Est Gold Coast sont peuplés par tribus parlant éwé, dont sentiments sont loyalement britanniques. Division perturberait conditions ethnologiques et géographiques, et bouleverserait économie. Stop.

Changement de langue affecterait sérieusement les travailleurs et encouragerait exode et chômage de la classe éduquée. Car habitants sont anglophones, et donc introduction d'une langue étrangère provoquerait recul intellectuel et gênerait développement économique. Stop.

Toute décision contraire aux vœux des habitants serait comprise comme asservissement et exploitation. Stop.

Prière assurer diffusion de nos vœux légitimes — conformes aux 14 points du président Wilson — par votre presse, et éclairer l'opinion publique britannique pour plaider notre cause. Tous les habitants en appellent à votre sens de la Justice et demandent, au nom du *fair play* britannique, à tous les Britanniques de les aider dans leur plus grand désir : devenir membres de l'Empire britannique.

O. Olympio, président.

Pour tourner l'objection — tout à fait fondée — que Lomé est l'exutoire indispensable au Togo central français, l'une de ces pétitions va jusqu'à proposer de fournir gratuitement la main-d'œuvre pour la construction d'une voie ferrée de Notsé à Aného, et le creusement d'un port à Aného ou à Agbodrafo, si la frontière franco-anglaise reste la ligne de partage de 1914, le long de la vallée du Haho. Dans le cas où une telle hypothèse aurait été mise en application, on imagine combien la carte du Togo aurait été différente aujourd'hui. On peut même penser que, si le partage « provisoire » d'août 1914 avait été pérennisé⁷⁰, le Togo aurait eu

69. Genève, Archives SDN, R 20, 1/3099, doc. 4900.

70. Les habitants de la zone française, en particulier à Aného, appelaient, eux, et avec non moins de véhémence, au maintien des Français (AGBANON II 1991) car, pour un colonisé, tout changement de colonisateur comporte de gros risques. On aurait donc pu écouter la *vox populi*, et conserver le partage de 1914. Mais les deux puissances coloniales se rendaient bien compte qu'un jugement de

de grands risques de disparaître, car chacune des deux zones d'occupation, si elles avaient été définitivement privées de la cohérence économique que donnaient le réseau ferroviaire et le wharf de Lomé, auraient été absorbées dans les colonies voisines, comme le Togoland britannique l'a finalement été par le Ghana.

Ces six années anglaises de Lomé vont donc s'achever, et c'est Octaviano Olympio, qui, le 1^{er} octobre 1920, prononcera le discours de bienvenue aux nouvelles autorités françaises. Celles-ci le nommeront peu après membre du Conseil des notables et membre indigène du Conseil d'administration du Territoire, l'inviteront en France, le décoreront de la Légion d'honneur : il fallait bien essayer de s'attacher cette bourgeoisie qui avait montré si peu d'enthousiasme à accueillir la République française. Le résultat de cette politique, comme le montrera la suite de l'histoire du Togo, sera pour le moins mitigé.

Alors, qu'est-il resté à Lomé de cette période anglaise ? Matériellement, bien peu de choses : les occupants n'ont rien construit et n'ont fait que gérer au plus juste les affaires courantes, sans même — diront leurs successeurs — assurer l'entretien minimum des infrastructures, en particulier du wharf, lourdement sollicité⁷¹. Culturellement, le retour à une scolarisation en anglais va fortement marquer les habitudes pour plusieurs décennies, et, sur le plan économique, la prépondérance des firmes anglaises et de la livre sterling durera jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

C'est dans l'histoire sociale de la ville que cette période a provoqué une mutation décisive. La colonisation allemande avait été primitivement peu interventionniste, faute d'en avoir les moyens. À partir du tournant du siècle — en particulier depuis le transfert de la capitale à Lomé, en 1897, afin de mieux contrôler une pièce essentielle de son dispositif économique —, elle avait très fortement resserré son autorité sur la ville et sur ses habitants, et elle avait entrepris d'éliminer progressivement la concurrence que les négociants africains portaient au commerce européen. Des pratiques légales et des manœuvres discriminatoires hypocrites étaient en train d'étrangler lentement les activités indépendantes des fondateurs de la ville ou de leurs héritiers, ne leur laissant plus que les fonctions de *clerks* et de boutiquiers à Lomé, ou d'acheteurs de produits dans l'intérieur pour les plus importants. La conquête anglaise a donc fait sauter l'obstacle. Libéré, le commerce des Loméens a pu dès lors reprendre son essor.

Salomon, qui couperait en deux le « Togo utile », le tuerait : il fallait que celui-ci soit pour l'essentiel à l'une d'elles, quitte à donner de solides compensations à l'autre (GAYIBOR 1997).

71. Près de 20 000 tonnes pour les seules exportations en 1918, 25 000 en 1919 : c'est plus qu'avant la guerre, sur un wharf qui avait été rafistolé « provisoirement » en 1912. Tout au plus, les Anglais avaient-ils remplacé par des madriers de bois les cornières métalliques trop rouillées. Il faudra construire un nouveau wharf à partir de 1925.

Certes, ceux-ci n'ont plus les moyens financiers de mener vraiment une activité économique de grande ampleur, mais ils sont redevenus des acteurs autonomes, de leurs affaires comme de leur histoire.

Il est assez paradoxal que, trente ans après s'être littéralement jetés dans les bras des Allemands par peur des Britanniques⁷², les Loméens aient tant apprécié d'être occupés par ceux-ci — ce qu'ils ont aujourd'hui largement oublié. On l'a vu, cette période de guerre a été, sans aucun doute, l'une de celles des plus prospères pour la ville et ses habitants, et de fait la plus libre. Elle a surtout été l'occasion exceptionnelle d'une reconquête par la bourgeoisie loméenne de son rôle politique, d'une affirmation de soi comme interlocuteur incontournable, qui va durer pendant tout ce qui lui reste à vivre d'époque coloniale, et même bien au-delà.

Quand les Français s'installeront, sous le regard de l'opinion publique mondiale que représente désormais la SDN, ils seront obligés de compter avec les Loméens, fortunés ou non, qui se sentent à nouveau chez eux dans leur propre ville⁷³. Il faudra aux nouveaux maîtres s'efforcer de les apprivoiser, car ils savent bien les fortes réticences qu'ils suscitent : ce sera la raison principale de la création des conseils de notables, dès février 1922, qui provoqueront la naissance, vingt ans avant les autres territoires français, d'une véritable vie politique locale.

Quand celle-ci deviendra nationale, à partir de la Seconde Guerre mondiale, elle exprimera de plus en plus ouvertement ce net refus de la colonisation française, déjà manifesté en 1920. À Lomé, la tentative de séduction des Français a donc été beaucoup moins heureuse que celle de leurs prédécesseurs immédiats⁷⁴. La clé en est sans doute que ce sont les Anglais qui ont laissé le plus de liberté aux Togolais, et aujourd'hui ceux-ci, même s'ils ont oublié les circonstances de cette époque, ont gardé une vive nostalgie de cette liberté.

Orstom, Bondy.

72. Ou du moins de leurs taxes (MARGUERAT 1993).

73. En 1924, lorsque les biens allemands privés seront vendus aux enchères publiques, les Loméens rachèteront une bonne partie de leur centre-ville. Ils y ont ainsi gardé jusqu'à nos jours une importance foncière tout à fait exceptionnelle dans une capitale africaine.

74. L'émergence du « nationalisme éwé », en 1944-1945, sera une manière indirecte, mais très claire, de demander à passer sous le mandat de l'Angleterre, dont la Seconde Guerre mondiale avait encore accru le prestige.

BIBLIOGRAPHIE

AGBANON II (ROI DE GLIDJI)

1991 *Histoire de Petit-Popo et du royaume guin (1934)*, Lomé, Haho ; Paris, Karthala.

ALI, N.

1995 *Le Togo à l'époque allemande*, thèse de doctorat d'État, Paris, Université de Paris I.

GAYIBOR, N. L. ed.

1997 *Le Togo sous domination coloniale*, Lomé, Presses de l'Université du Bénin.

MARGUERAT, Y.

1992 *Lomé, une brève histoire de la capitale du Togo*, Lomé, Haho.

1993 *La naissance du Togo, selon les documents de l'époque. 1^{re} période : l'ombre de l'Angleterre*, Lomé, Haho ; Paris, Karthala.

1995 « La naissance du nationalisme togolais », in P. HEINE & U. VAN DER HEYDEN, *Studien zur Geschichte des deutschen Kolonialismus in Afrika* (hommage à P. Sebald), Berlin-Pfaffenweiler, Centaurus Verlag : 368-376.

MARGUERAT, Y. & PÉLÉI, T.

1996 *Si Lomé m'était contée : dialogues avec les vieux Loméens*, t. III, Lomé, Presses de l'Université du Bénin.

MÜLLER, K.

1968 *Histoire de l'Église catholique au Togo*, Lomé, Bon Pasteur.

SEBALD, P.

1988 *Togo, 1884-1914*, Berlin, Akademie Verlag.

RÉSUMÉ

Dans l'histoire sociale de Lomé (assez singulière, car dominée par la bourgeoisie commerçante qui avait créé la ville peu avant l'arrivée des colonisateurs allemands), les années de l'occupation anglaise (1914-1920) représentent une période méconnue, mais en réalité décisive. Occupée par les Britanniques, après la très courte campagne du Togo, la ville a retrouvé rapidement des activités normales, avec une justice qui paraît équitable et une administration qui intervient aussi peu que possible dans la vie quotidienne. Surtout, soucieux de drainer les exportations du Territoire au profit de leur effort de guerre, les Anglais rendent à la bourgeoisie loméenne le pouvoir économique que la concurrence allemande avait tenté d'éliminer. La paix revenue, quand le sort du Togo fut l'objet d'un marchandage entre les vainqueurs, l'administration anglaise s'efforça de peser sur les négociations en donnant la parole à cette bourgeoisie, qui proclamait hautement son vœu de rester sous l'autorité britannique. Les Français, qui recevront finalement la ville à la fin de 1920, seront

bien obligés de tenir compte de cette prise de parole par les Togolais, affirmation de soi qui donnera à l'histoire politique du Togo français une tonalité très particulière.

ABSTRACT

History and urban society: The British years in Lomé (1914-1920). — In Lomé's rather special social history (given the domination by the merchants who had founded the city a little before the Germans arrived), the years 1914-1920 of British occupation following the quite short Togo campaign during WW I is a little known period that played a decisive role. City life soon returned to normal: the courts seemed fair, and the administration intervened as little as possible in everyday life. Wanting, above all, to drain the territory's exports toward the war effort, the British left economic power (which German competition had tended to eliminate) in the hands of the local bourgeoisie. With peace restored, Togo's fate depended on dealings among the victorious powers. The British administration tried to influence negotiations by letting the local bourgeoisie, who loudly proclaimed its desire to remain under British rule, have a voice. The French, who finally received the city in late 1920, were forced to take into account the fact that the Togolese had spoken up and asserted their views. This gave a special tone to French Togo's political history.

Mots-clés/Keywords : Lomé, Togo, bourgeoisie africaine, rivalités coloniales, histoire politique, histoire sociale, histoire urbaine, Première Guerre mondiale/*Lome, Togo, african bourgeoisie, colonial competition, politics, social history, urban history, WW 1 history.*